POUR UNE POLITIQUE DE COHÉSION À LA HAUTEUR DES DÉFIS EUROPEENS

LA SOCIETE CIVILE FRANCAISE SE MOBILISE !

Alors que la Commission Européenne a présenté le 1er avril 2025 une révision à mi-parcours des priorités de la programmation 2021-2027 pour la politique de cohésion, réorientant une part non négligeable des fonds vers la défense, ce revirement vient nourrir un certain nombre d'inquiétudes quant à l'avenir de la politique de cohésion, et son impact sur les populations et les territoires les plus fragiles.

En effet, début 2025 ont débuté les discussions sur le cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union Européenne, un moment crucial qui déterminera ses priorités et cibles budgétaires. En l'état actuel de ces échanges, des signaux de recentralisation des fonds et de potentielles coupes budgétaires émergent et questionnent la pérennité des principaux programmes d'investissement social.

A l'aune de ces éléments, et dans un contexte géopolitique, sécuritaire et socio-économique complexe, les organisations de la société civile et de l'économie sociale et solidaire françaises souhaitent réaffirmer la nécessité d'apporter une attention particulière aux dimensions économiques, sociales et environnementales dans la conception du prochain CFP de l'UE à travers le renforcement la politique de cohésion.

Préserver un budget pour la politique de cohésion à la hauteur des enjeux

La programmation 2021-2027 a alloué près de 330 milliards d'euros pour la politique de cohésion, un instrument essentiel pour réduire les disparités économiques, sociales et territoriales en Europe. Cependant, les crises récentes ont exercé une pression croissante sur le budget de l'Union, et en 2023, c'est plus de 16 % de la population européenne était exposée au risque de pauvreté, soit 76 millions de personnes.

La politique de défense ne doit pas se faire au détriment des investissements sociaux, principaux garants des cohésions nationales et européennes. Un tel choix aggraverait les inégalités et fragiliserait davantage les populations les plus vulnérables.

En ce sens, et afin d'atteindre l'objectif annoncé de sortir 15 millions de personnes de la pauvreté d'ici 2030, le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union doit garantir un budget renforcé à la politique de cohésion face à une telle augmentation du nombre de personnes vulnérables en Europe.

Réaffirmer les priorités et principaux défis d'une politique de cohésion adaptée aux réalités des territoires

Les crises successives auxquelles nous faisons face oblige l'Union Européenne à se concentrer sur un certain nombre de défis, auxquels devra répondre la politique de cohésion :

- **Un défi écologique** : pour répondre à l'urgence climatique. La question écologique doit être traitée en lien avec les enjeux de justice sociale (défi d'alimentation durable, du logement durable, des mobilités …)
- **Un défi social** : promouvoir la justice et l'inclusion sociale, l'école inclusive et la prévention du décrochage scolaire, l'insertion professionnelle, ainsi que le nécessaire soutien à l'autonomie des personnes et au développement de l'offre de services de proximité
- **Un défi économique** : construire une économie adaptée, capable de répondre à ces besoins.
- **Un défi démographique** : en lien avec le vieillissement de la population au sein de l'Union européenne, et l'enjeu d'insertion sociale et économique de la jeunesse dans sa diversité, reconnaissance et appui à leur rôle de citoyen

Le FSE+ (Fonds social européen plus) **et le FEDER** sont des outils clés pour réduire les inégalités et en renforcer la cohésion sociale et territoriale entre les États membres, les régions et les territoires, urbains comme ruraux. De plus, leur mode de gestion participatif, impliquant les gouvernements et les organisations locales, leur permet de s'adapter aux spécificités régionales tout en répondant aux défis globaux.

A ce titre, il est important de rappeler que les associations sont des actrices essentielles de la mise en œuvre de la politique de cohésion. En effet, les associations représentent un peu plus de 70% des structures bénéficiaires du programme national FSE+ géré par l'Etat.

Le FSE+ et le FEDER, piliers de la Politique de cohésion doivent donc être pérennisés et renforcés pour relever les défis actuels et futurs.

Quelle place donnée à la société civile ?

Sur l'ensemble des défis précités, les acteurs de l'économie sociale et solidaire, et en particulier les associations construisent des réponses, innovent, et inventent les paradigmes d'une nouvelle économie. En effet, près de 14 millions de personnes travaillent dans l'économie sociale et solidaire en Europe, dont 2,7 millions en France. Ces structures de proximité, implantées sur les territoires, ont un rôle crucial pour répondre au plus juste aux besoins locaux/des citoyens, et doivent en ce sens être davantage soutenus par les fonds de cohésion. Pour cela, l'accès aux fonds doit être simplifié : encore aujourd'hui de nombreuses organisations, en particulier les plus petites, peinent à accéder aux financements en raison de leur complexité et lourdeurs administratives. Enfin, il nous semble nécessaire de généraliser l'éligibilité des structures associatives à l'ensemble des FESI et garantir la possibilité pour ces acteurs, de répondre en consortium.

- **Un budget de la politique de cohésion, du Fonds social européen plus (FSE+) et du FEDER renforcés,** pour répondre aux enjeux sociaux, environnementaux, démocratiques et économiques
- **Le maintien d'une proximité des fonds de cohésion avec les territoires** et de leur capacité à répondre aux besoins et spécificités régionales.
- **Un principe de partenariat fort**, impliquant pleinement les acteurs de la société civile dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des fonds de cohésion avec une systématisation de leur éligibilité à l'ensemble des FESI et la possibilité pour ces acteurs, de répondre en consortium.
- **Une simplification administrative réelle**, avec un assouplissement des démarches d'évaluation et de reporting financier tel que préconisé par l'avis du CESE " *Renforcer le financement des associations : une urgence démocratique* ", permettant aux associations et aux acteurs de l'économie sociale et solidaire d'accéder plus facilement aux financements européens.

Mobilisons-nous !

Nous appelons toutes les organisations de la société civile à se mobiliser pour défendre un budget de cohésion ambitieux.

Il en va de l'avenir de nos territoires, de la lutte contre les inégalités et du modèle social européen. Autant d'éléments sans lesquels la cohésion européenne, mise à rude épreuve par la montée de l'extrême droite en Europe, ne pourra être effective.

Signez et diffusez cet appel pour faire entendre la voix de la société civile dans les discussions budgétaires européennes !